

De Bacar au Tibet: le silence de nos élus

Le Quotidien, 07 avril 2008

Faut-il boycotter les Jeux Olympiques? La question est sur toutes les lèvres actuellement. Le débat fait rager et le gouvernement français, qui a une position plus qu'ambigüe sur le sujet en évoquant le boycott de la cérémonie d'ouverture, a réussi à mettre les sportifs dans l'embarras en les faisant monter en première ligne du combat pour lrs droits de l'homme, rebaptisé par pudeur "pour un monde meilleur". Alors que le Tibet s'agite et que les associations bien pensantes de la planète volent à son secours, la Chine continue à "mettre de l'ordre" dans sa région autonome et continue à préparer ses Jeux Olympiques, dont l'ouverture interviendra le 08.08.2008, à 8h08 heure de Beijing, un chiffre symbole de bonheur pour les Chinois, vous l'aurez compris.

Seule Margie Sudre...

Alors, faut-il boycotter les Jeux Olympiques de Pékin après ceux de 1976 à Montréal (Canada), par les Africains pour protester contre la présence et la politique raciste de la Rhodésie (devenue le Zimbabwe), deux de 1980 à Moscou (Union soviétique) en raison de l'invasion par ses troupes de l'Afghanistan (aujourd'hui occupé par les Etats-Unis et où la France compte renforcer son dispositif militaire), ceux de 1984 à Los Angeles (Etats-Unis) par mesure de rétorsion par les pays de l'Est, ceux de 1988 à Séoul (Corée du Sud) par quelques pays proches de la Corée du Nord, dont Cuba... Des boycotts qui ont montré leurs limites, mais ont aussi permis quelques avancées.

Karma Chopel, Président du gouvernement tibétain en exil, estime ainsi que "les Jeux olympiques doivent avoir lieu, pour que la Chine puisse se confronter aux règles et aux lois internationales". Le débat est lancé partout dans le monde. Sauf à La Réunion, pourtant concernée avec quelques sportifs susceptibles d'y participer, et par la présence d'une communauté originaire de Chine qui a contribué à son histoire et à son peuplement.

Chez nous, c'est le silence total. Pas une voix pour dire oui ou non, pour donner son point de vue, pour débattre? Ni les dirigeants sportifs, et on peut les comprendre, ni et c'est plus inquiétant, les dirigeants politiques?

Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, c'est le silence, **à l'exception de Margie Sudre qui a siégé au Parlement européen, en déployant un drapeau du Tibet**. Déjà extrêmement discrets sur Ingrid Bétancourt, et carrément muets sur le problème anjouanais et la présence de Mohamed Bacar à La Réunion, nos élus semblent n'avoir aucune idée, aucune position, adoptant en cela la maxime: "Pour vivre heureux, vivons cachés".